

ARRÊTÉ N° ARR_2024_0185_AT_RD3_SAINTE AMOUR
Portant accord technique de voirie

Service : PPR - ROUTES - SDEE - ARD LONS

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- VU** La demande en date du 30 janvier 2024 par laquelle ENEDIS domicilié 57 rue Bersot 25000 BESANCON, représenté par Mme. MAIRE Sophie, sollicite l'autorisation d'exécuter des travaux de raccordement électrique d'un particulier dans l'emprise de la Route Départementale n° 3 au droit du n° 4, rue Lamartine 39160 SAINT-AMOUR ;
- VU** Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4, L3221-5 et L3333-8 ;
- VU** Le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 à L113-7 ;
- VU** Le code de l'énergie et notamment les articles L323-3 et L433-3 ;
- VU** Le code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L2121-1 à L2122-5 ;
- VU** Le règlement de voirie départementale approuvé le 28 mai 2010 ;
- VU** L'arrêté en vigueur de délégation permanente de signature consentie à M. le Chef d'Agence Routière Départementale de Lons Le Saunier ;
- VU** L'état des lieux ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 AUTORISATIONS PRÉALABLES

Le bénéficiaire est expressément averti que le présent arrêté ne vaut pas autorisation qui relève de réglemmentations et codes autres que celui du code de la voirie routière.
Si tel est le cas pour l'aménagement envisagé, alors il lui revient d'obtenir les accords auprès des autorités compétentes.

ARTICLE 1 ACCORD TECHNIQUE

Le concessionnaire désigné dans la demande susvisée est en droit d'exécuter sur la Route Départementale n° 3, commune de SAINT AMOUR, les travaux énoncés dans sa demande à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Le présent titre ne confère pas à son bénéficiaire le droit réel prévu aux articles L1311-5 à L1311-8 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les dispositions de l'article 39 du règlement de voirie susvisé sont applicables sous réserves des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

Implantation et ouverture du chantier

Le concessionnaire préviendra le service gestionnaire de la voirie de la date du commencement des travaux. Les ouvrages à réaliser seront implantés en sa présence.

La tranchée transversale sera implantée sous accotement au PR2+1910.

Mode opératoire

- TRANCHÉES SOUS ACCOTEMENT

Les accotements non stabilisés pourront être remblayés avec les matériaux extraits avec l'accord du service gestionnaire. Ils seront remis en état avec de la terre végétale et ensemencés avec un mélange de graminées adapté.

Tranchée ouverte sous accotement ou dépendances, à une distance < à 1.20 m du bord de chaussée

- Ouverture de la fouille.
- Extraction, puis évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau électrique, installation d'un grillage avertisseur à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement en, G.N.T 0/31.5 sur une épaisseur de 75 cm.
- Compactage par couches de 30 cm.
- Réglage et finition soignée de l'accotement ou dépendances, **à l'identique**.

- CONTRÔLES DE COMPACITÉ

Les objectifs de densification et la fréquence des contrôles sont fixés par l'annexe 7 du règlement de voirie susvisé.

Dépôt de matériaux et de matériel

Les matériaux et matériels nécessaires aux travaux autorisés pourront être mis en dépôt sur l'accotement de la RD 3 avec l'accord du service gestionnaire.

Remise en état

A la fin du chantier, les lieux seront remis en état et tous les déchets (y compris les déblais excédentaires) produits par les travaux seront évacués vers une filière de traitement appropriée.

ARTICLE 3 SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER

L'entreprise chargée des travaux devra signaler le chantier conformément à la réglementation et aux recommandations en vigueur, et notamment le guide « Manuel de chef de chantier – signalisation temporaire ».

Si l'exécution des travaux nécessite un arrêté réglementant la circulation, il devra l'obtenir avant leur début auprès de l'autorité de police compétente.

ARTICLE 4 DURÉE DES TRAVAUX ET RÉCOLEMENT

La durée des travaux autorisés par le présent arrêté ne devra pas excéder 2 semaines. Le concessionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le service gestionnaire de la date prévue pour la fin des travaux afin qu'il puisse contrôler leur conformité au projet autorisé.

Les réseaux implantés devront faire l'objet d'une remise de plans de récolement faisant apparaître les canalisations et les ouvrages principaux réalisés sur la voie publique, dans le délai de trois mois à compter de la réception des travaux.

ARTICLE 5 RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE – GARANTIE

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre personnel et il ne peut être cédé sans l'accord du Département. Le concessionnaire est responsable vis-à-vis de ce dernier et vis à vis des tiers des dommages de toute nature qui pourraient résulter des travaux ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Pendant la durée de l'occupation du domaine, le concessionnaire devra assurer l'entretien des ouvrages qui lui sont concédés à charge pour lui de solliciter l'accord du service gestionnaire de réaliser les travaux correspondants. En ce qui concerne le remblaiement des tranchées et la réfection de la chaussée et des dépendances domaniales, le délai de garantie est fixé à un an à compter du récolement des travaux.

Dans le cas où les prescriptions du présent arrêté de voirie ne seraient pas respectées, le service gestionnaire adressera une mise en demeure au concessionnaire pour y remédier dans un délai déterminé. Si celle-ci est restée sans effet au terme du délai, le service gestionnaire pourra exécuter d'office et aux frais du concessionnaire, les travaux nécessaires.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 REDEVANCE

Le bénéficiaire du présent arrêté de voirie est soumis à une redevance annuelle en ce qui concerne l'occupation du domaine public. Son montant est calculé selon le barème en vigueur.

Elles devront figurer dans la déclaration annuelle d'occupation du domaine public routier faisant état du patrimoine de l'occupant au 31 décembre et qui sera transmise au Département du Jura au plus tard le 1^{er} juin.

ARTICLE 7 VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté de voirie est délivré à titre précaire et révoquant, et il ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire. Il peut être retiré à tout moment, sans indemnités, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public.

Il est consentie pour une durée de **quinze ans** à compter de sa notification, en ce qui concerne l'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'arrêté de voirie ou en cas de non renouvellement au terme de sa validité, le concessionnaire sera tenu si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du concessionnaire de la présente autorisation..

Le Département peut décider de ne pas imposer pas de remise en état des lieux. Dans cette hypothèse, les ouvrages situés sur le domaine public deviendront sa propriété et il se substituera de plein droit au concessionnaire, y compris pour percevoir les éventuelles rémunérations versées par d'autres occupants au concessionnaire par voie conventionnelle.

Le Département se réserve également le droit de faire déplacer les ouvrages implantés sur le domaine public aux frais du concessionnaire, dès lors que ce déplacement est justifié par des travaux d'aménagement du domaine.

ARTICLE 8 Mme la Directrice Générale des Services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis en Préfecture et publié sur le site internet du Département <https://www.jura.fr>.

ARTICLE 9 RECOURS

Le concessionnaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant qu'il peut exercer auprès de l'Agence Routière Départementale de Lons Le Saunier, à l'adresse suivante :45 route de Chilly 39570 Messia Sur Sorne

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Diffusion :

Le concessionnaire pour attribution
sophie.maire@enedis.fr

Son client pour information
oasis.sa@orange.fr

La commune de ST AMOUR pour information
Le CERD de St Amour pour information
L'ARD de Lons pour classement

Signature de l'arrêté





Ce plan imprimé ne peut en aucun cas se substituer à une réponse de l'exploitant Enedis sollicitée dans le cadre de la procédure OI DICI.

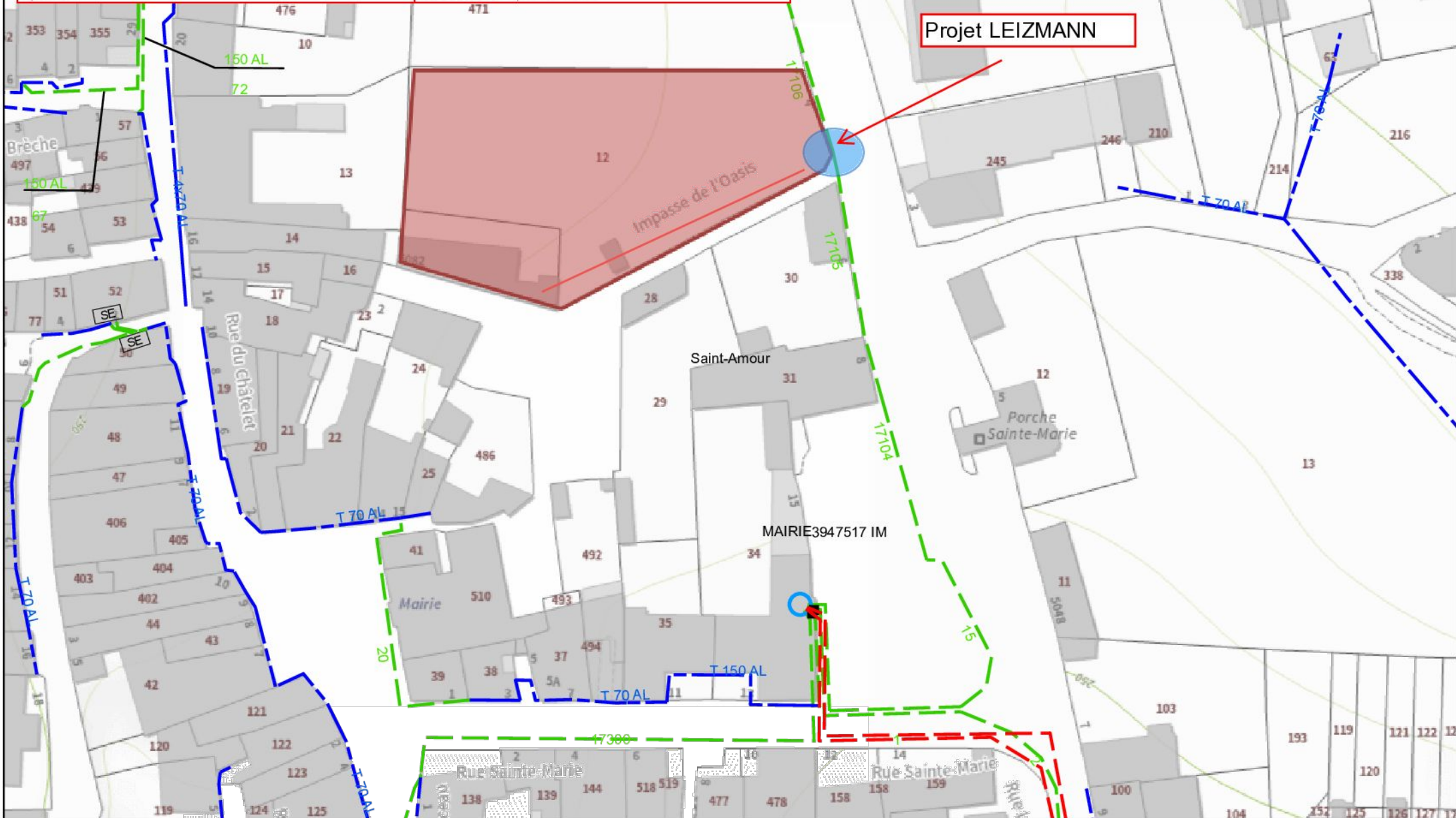
Au titre de ce plan, Enedis ne communique que les informations relatives aux ouvrages, au sens des articles R. 557-1 et R. 557-2 du code de l'environnement exploités par elle dans l'emprise des travaux indiquée par le déclarant. Cette communication s'opère donc à l'exclusion de tout autre ouvrage pouvant figurer sur un document (plan, cadastre, autres distributions d'oléoductifs...).

1- Les branchements construits avant le 1er juillet 2012 ne sont pas systématiquement représentés.

2- A titre indicatif et sans mention expresse, les ouvrages sont enterrés ou aériés construits à une profondeur moyenne de 0,50 m sous trottoir ou accotement et de 0,35 m sous chaussée. Toutefois, des contraintes de construction et des opérations éventuelles de décaissement ou de remblaiement survenues depuis la pose de l'ouvrage, ont pu modifier la profondeur d'enfouissement d'un ouvrage construit selon ces règles.

3- Les ouvrages peuvent occuper une profondeur moindre au niveau de la rampe vers les affleurements (coulées, poteaux...).

Tous droits réservés - reproduction interdite



Projet LEIZMANN



06/09/2023
16:20:23

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le 23-02-2024



ID : 039-223900010-20240223-ARR_2024_0185-AR

**DEMANDE D'AUTORISATION DE VOIRIE
POUR TRAVAUX SUR ou EN LIMITE
DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER
Dossier 31315042**

**IMPRIME A ADRESSER A STA OU A LA MAIRIE DE LA COMMUNE CONCERNEE
AU MOINS 2 MOIS AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX**

DEMANDEUR

Nom ou raison sociale : ENEDIS
 Représentée par : Agence Raccordement Marc
 Adresse complète : N° 57 rue Bersot
 Code postal : 25000 Ville : BESANCON
 N° tél : 09 70 83 29 70 / N° Fax : 03 81 83 87 19
 E mail : are-alsacefranchecomte@enedis.fr

**SI LE BENEFICIAIRE
(propriétaire de
l'ouvrage)
EST AUTRE QUE LE
DEMANDEUR**

Nom ou raison sociale : M. Peter LEIZMANN
 Représentée par :
 Adresse complète : 4 RUE LAMARTINE
 Code postal : 39160 Ville : SAINT-AMOUR.
 N° tél : 0679680285 N° Fixe : 0384440200
 Email : oasis.sa@orange.fr

**OBJET DE LA
DEMANDE**

Établissement de réseau
 Établissement de branchement
 Eau Electricité Gaz Assainissement Téléphone
 Autres :
 Occupations diverses
 Bois Matériaux Echafaudage Autres :
 Emprise au sol : m²
 Création d'un accès au domaine public
 Création de saillies (balcons, enseignes, bannes...), à préciser :
 Création de trottoirs ou aménagement de sécurité
 Alignement pour construction / modifications / plantation / clôture.
 Distribution de carburants

**LOCALISATION DES
TRAVAUX**

Adresse complète : N° rue : **RUE LAMARTINE**.....
 Code postal : **39160**..... Ville : **SAINT-AMOUR**
 Références cadastrales : Section n° : Section AK / Parcelle 12.....
 Voies intéressées : Route départementale n° : **D3/D51**

**NATURE DES
TRAVAUX**

Ouvrage souterrain
 Tranchée Autres : préciser :
 Trottoir
 Accotement
 Chaussée
 Ouvrage aérien
 Autres, à préciser :
 N° permis de construire ou de déclaration de travaux (éventuellement) : ...

**ENTREPRISE
INTERVENANTE
(si connue)**

Nom : SBTP.....
 Personne responsable :
 Adresse complète : N° rue :
 Code postal : Ville :
 N° tél : 0384248528..... N° Portable :
 Email :

**PERIODE
D'INTERVENTION**

Durée des travaux :
Travaux envisageables du 30/02/2024.....

**MODALITES
ENVISAGEES
D'EXPLOITATION DU
CHANTIER**

- Coupure circulation
- Circulation alternée :
 - Alternat par feux
 - Alternat manuel
 - Alternat par panneaux de signalisation
- Autres, à préciser :

ATTENTION : Si les travaux doivent perturber la circulation, une demande d'arrêté devra être déposée en mairie.

**RENSEIGNEMENTS
ET OBSERVATIONS
COMPLEMENTAIRES**

**A réception des différents accords un prestataire sera mandaté.
Celui-ci vous transmettra une DT-DICT comprenant ses coordonnées
ainsi que les modalités d'exploitation définitive du chantier
(date et délais d'intervention)**

PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE EN 2 EXEMPLAIRES :

- **Plan de situation permettant la localisation du terrain et l'emplacement exact des travaux**
- **Plan coté de l'ouvrage projeté (échelles exploitables : 1/200, 1/500 ou 1/1000)**
- **Photos du site si possible**

A BESANCON
Le 30/01/2024
Signature du demandeur :
Mme MAIRE Sophie



Date de dépôt :
Transmis au service gestionnaire de voirie avec AVIS :

- FAVORABLE DEFAVORABLE

Observations éventuelles et motivations de l'avis défavorable :

Observations éventuelles :
.....
.....
.....

.....
.....
A, le

Client M LEIZMANN
4 Rue Lamartine
SAINT AMOUR
Complet souterrain T2 mono

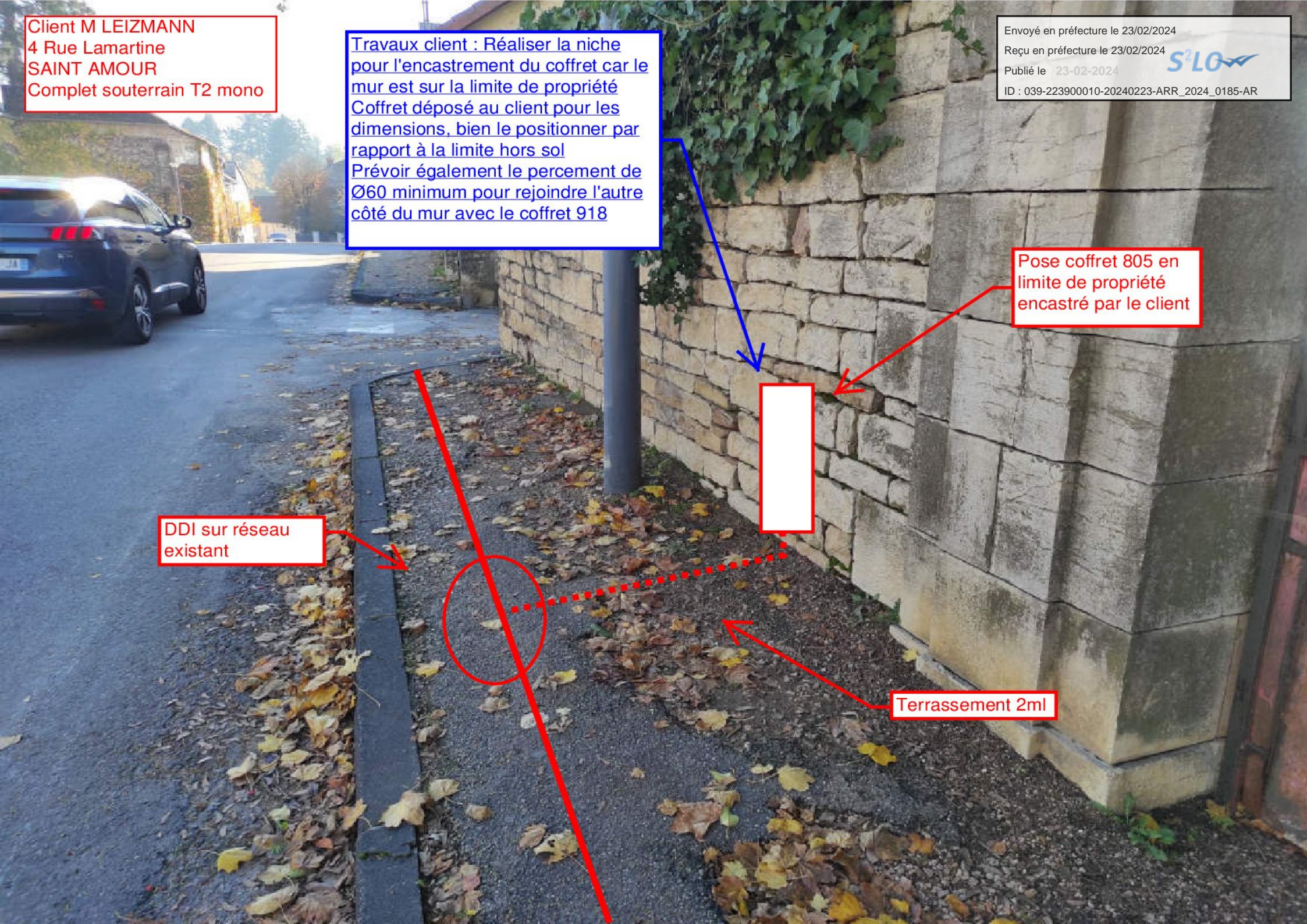
Travaux client : Réaliser la niche
pour l'encastrement du coffret car le
mur est sur la limite de propriété
Coffret déposé au client pour les
dimensions, bien le positionner par
rapport à la limite hors sol
Prévoir également le percement de
Ø60 minimum pour rejoindre l'autre
côté du mur avec le coffret 918

Envoyé en préfecture le 23/02/2024
Reçu en préfecture le 23/02/2024
Publié le 23-02-2024
ID : 039-223900010-20240223-ARR_2024_0185-AR

Pose coffret 805 en
limite de propriété
encastré par le client

DDI sur réseau
existant

Terrassement 2ml



Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le 23-02-2024

ID : 039-223900010-20240223-ARR_2024_0185-AR



Pose coffret 918 pré-équipé avec Linky + disj 60A contre le mur à l'intérieur derrière le 805 en saillie sur l'arrivée du percement client

Reprise du branchement en sortie de disjoncteur par élec client

